

RÉUNION DES PRODUCTEURS DE PÉTROLE À ALGER

# Goldman Sachs prédit un gel prochain de la production

**L'Opep et d'autres pays qui se donnent rendez-vous lors d'un forum à Alger en septembre pourraient conclure un accord sur le gel de la production pétrolière, à en croire la banque Goldman Sachs. Toutefois, cette démarche risque de se retourner contre l'organisation.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir) -** En effet, selon les experts de cette banque, un accord sur le gel de la production de pétrole entre les membres de l'Opep et d'autres pays producteurs «pourrait être conclu dès septembre», lors du Forum international de l'énergie qui se tiendra à Alger, ont rapporté, hier, plusieurs sites spécialisés.

Cependant, ces experts mettent en garde que si l'accord débouche sur la hausse ultérieure des prix du baril et qu'il entraîne une intensification des exportations depuis les pays non-membres de l'Opep, celui-ci risque d'être contreproductif pour l'organisation. «L'Opep et quelques producteurs de l'extérieur pourraient consentir à geler la production pendant des pourparlers informels le mois prochain (à

Alger) mais un accord pourrait être contreproductif parce que cela profiterait à d'autres fournisseurs» car une remontée des prix incitera certains pays non-Opep à augmenter leur production, selon Goldman Sachs.

Selon les analystes de la banque dont Damien Courvalin, un accord démontrerait, par ailleurs, «des signes de coopération» de la part du nouveau ministre de l'Energie de l'Arabie Saoudite après six tentatives vaines. L'annonce de la tenue, en septembre prochain, à Alger, d'une réunion informelle des pays producteurs de pétrole de l'Opep a boosté les prix et donné des espoirs au marché pétrolier. Des experts algériens, contactés à ce sujet, ont mis en doute la possibilité qu'un accord portant sur un gel de la



La Goldman Sachs est contre le gel de la production.

production intervienne lors du sommet informel d'Alger. Notamment à cause du peu probable scénario que l'Arabie Saoudite et l'Iran acceptent tous les deux le gel de la production. «Les Iraniens sont décidés à améliorer leur

économie qui ne passe sûrement pas par une réduction de la production. Ce qui veut dire que les Iraniens persisteront dans leur position d'augmenter la production aux niveaux d'avant l'embargo occidental», a estimé Mohamed

Saïd Beghou. De l'avis de Nazim Zouiouèche, ancien P-dg de la Sonatrach, plus que les Iraniens, ce sont les Saoudiens qui posent véritablement problème au sein de l'Opep. «Comme l'Arabie Saoudite est le plus gros producteur de pétrole au sein de l'Opep, c'est elle qui joue le rôle de swing producer, c'est-à-dire celle qui fait les équilibres, et depuis qu'elle a décidé de maintenir sa production élevée quels que soient les prix, cela a fait échouer la réunion de Doha.» Mais pour Goldman Sachs, il vaut mieux que l'ensemble des parties en conflit laisse le marché s'auto-équilibrer que de geler la production.

«Une amélioration des relations entre les parties en conflit serait plus avantageuse pour rétablir l'équilibre pétrolier que le gel du niveau de la production au sein de l'Opep, suite auquel la production sera maintenue à un niveau record», affirment les analystes.

Y. D.

## ORAN

### Le ministre des Affaires religieuses pour superviser les départs aux Lieux Saints

Le ministre des Affaires religieuses, Mohamed Aïssa, a effectué hier une visite consacrée au départ des groupes de hadjis à partir de l'aéroport d'Es-Senia Ahmed-Bella d'Oran, à partir duquel des vols ont déjà eu lieu depuis jeudi dernier.

A ce sujet, le ministre a évoqué les conditions de départ et d'organisation pour le pèlerinage de cette année alors que la seule compagnie nationale Air Algérie assurera pour sa part 23 vols, d'autres revenant à la compagnie d'Arabie Saoudite.

Ainsi, le ministre visitant le hall de départs a rappelé que ce ne sont pas moins d'un million d'Algériens et d'Algériennes qui s'étaient inscrits par voie électronique pour le hadj 2016.

30 000 personnes par le biais du tirage au sort ont vu leurs noms sortir. Toujours sur cette question d'organisation et de prise en charge des hadjis, souvent décriés, le ministre affirmera que les lieux d'hébergement seront proches des différents sites obligatoires pour l'accomplissement du pèlerinage.

Interrogé sur le récent rapport américain sur les libertés religieuses en Algérie, le ministre expliquera que celles-ci étaient garanties par la Constitution algérienne, ajoutant que pour lui, le rapport était globalement positif.

Plus loin, Mohamed Aïssa promettra, néanmoins, que les aspects négatifs évoqués dans ledit rapport seront étudiés.

Fayçal M.

## APRÈS LE RETRAIT D'UN LOT DE PENTAVALENT

# Confusion autour d'une pénurie du vaccin

**Deux nourrissons sont décédés, début juillet dernier, après s'être fait vacciner au Pentavalent. Le ministère de la Santé a donc retiré, «par précaution», le lot de vaccin utilisé et une enquête est toujours en cours pour déterminer les causes des décès. Cette situation semble, cependant, avoir créé une confusion sur la disponibilité du vaccin.**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir) -** Y a-t-il pénurie du vaccin pour nourrisson Pentavalent ? Des parents sont désormais obligés de rebrousser chemin et ne pas vacciner leurs bébés âgés de deux mois. Le retrait d'un lot de vaccin de Pentavalent en juillet dernier semble avoir créé une confusion dans certaines cliniques, lesquelles affirment ne pas disposer du vaccin après son retrait du marché par les autorités. Pourtant, depuis le drame survenu, début juillet, suite au décès de deux nourrissons sur sept vaccinés dans une clinique privée à Rouiba,

après avoir été vaccinés au Pentavalent, le ministre de la Santé a déclaré avoir procédé «immédiatement» au retrait du lot de vaccin par «précaution». «Dans le cadre d'un protocole d'analyse de pharmacovigilance très strict et des investigations scientifiques, un seul lot seulement, le numéro qui a servi pour la vaccination des deux nourrissons de deux mois décédés, a été retiré par mesure de précaution», nous explique-t-on au ministère de la Santé. Ce dernier rassure, par ailleurs, de la disponibilité du Pentavalent au niveau de toutes les

PMI. L'enquête déclenchée pour déterminer les causes exactes ayant entraîné le décès des deux nourrissons se poursuit et le ministère de la Santé rassure que le vaccin utilisé en Algérie ne peut être incriminé et il est «qualifié et homologué par l'Organisation mondiale de la santé (OMS)». En attendant les résultats définitifs, le département de Boudiaf indique que les premiers résultats de l'enquête font ressortir que les deux cas de décès n'ont aucun lien avec le vaccin. Pour rappel, le ministère de la Santé avait introduit le 24 avril dernier un nouveau calendrier vaccinal. Les bébés nés à partir de cette date ont droit à quatre nouveaux vaccins dont le vaccin contre la poliomyélite par voie injectable (VPI), la rubéole, les oreillons et le pneumocoque.

Le ministère de la Santé a expliqué que les objectifs fixés par le programme élargi de vaccination visent à

atteindre un taux national par wilaya de couverture vaccinale d'au moins 90% pour tous les vaccins, l'éradication de la poliomyélite, l'élimination du tétanos néonatal, l'élimination de la rougeole et de la diphtérie, la réduction de la mortalité et de la morbidité des infections dues à l'haemophilus influenzae b (Hib).

En Algérie, chaque année, un million d'enfants de moins de 1 an et plus de 2 millions d'enfants en milieu scolaire sont vaccinés. De 1993 à 2014, dans le cadre du programme national d'éradication de la polio, 38,5 millions d'enfants de moins de 5 ans ont bénéficié du vaccin polio oral (VPO) au cours des campagnes de vaccination de rattrapage, soit 77 millions de doses de vaccin administrées en plus des doses du vaccin VPO reçues dans le cadre de la vaccination de routine.

S. A.

## AUGMENTATION DE LA PART DE LA FLOTTE ALGÉRIENNE

# Une mission «difficile mais faisable»

**L'Algérie ambitionne de récupérer une partie du marché des transports maritimes des marchandises. Elle s'est fixé l'objectif d'augmenter la part de la flotte algérienne à 30% d'ici 2020. Une mission qui semble justement pour le ministre des Travaux publics et des Transports, «difficile» mais «faisable».**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir) -** Pour Boudjemaâ Talai, le programme national d'investissement ne constitue pas le seul moyen pour assurer le transport maritime des marchandises nationales par des moyens algériens. Le recours aux partenariats, assure-t-il, peut également contribuer à la récupération d'une partie du marché détenue, aujourd'hui, par des armateurs étrangers. Rappelant le coût annuel du transport maritime des marchandises algériennes qui s'élève à 1,6 milliard de dollars, il indique que le but de l'Algérie est d'augmenter la part de la flotte

algérienne à 30% d'ici 2020. Une mission qui lui semble justement, «difficile» mais «faisable». Le ministre des Travaux publics et des Transports appelle ainsi les entreprises algériennes à fournir des efforts pour récupérer le marché détenu aujourd'hui par des entreprises étrangères. «Il n'y a aucune distinction entre le secteur public et le secteur privé. Pour nous, il est question du pavillon national», dit-il. D'ailleurs poursuit-il, «le code des investissements est clair. Nous pouvons créer des entreprises à travers le partenariat qui renforceront le pavillon

national». Intervenant hier, lors de la réception d'un nouveau navire de la CNAN Nord (Compagnie nationale de navigation) au port d'Alger, Talai assure que l'Algérie n'enregistre aucune perte dans le transport maritime des marchandises car «le transport a son coût». «Dans les pays développés, le coût logistique est de 5%. Chez nous, il est de 30%», précise-t-il. Il reconnaît ainsi que pour être compétitif, des efforts sont à fournir dans ce domaine. «Le coût logistique doit baisser au moins à 10%», dit-il. Dans le cadre du renouvellement de sa flotte, la CNAN Nord s'est dotée d'un bateau, portant ainsi le nombre de ses navires à huit. Baptisé *Tin Ziren*, le navire est d'une capacité de transport totale de 12 mille

tonnes. «C'est la dernière technologie. Il est équipé d'une motorisation de dernière génération et utilise les derniers équipements de dernières technologies. En termes de normalisation, il est au top», affirme le ministre. Selon lui, l'investissement de 25 millions de dollars pour l'acquisition de ce bateau sera amorti en cinq ans. «Son crédit est pris pour dix ans avec possibilité de le rembourser à la moitié de la durée à une condition : qu'il travaille en pleine capacité», dit-il. Un coût qu'il a d'ailleurs qualifié de «très compétitif». Et d'ajouter : «Ce bateau peut générer une rentabilité de 5 millions de dollars soit 500 millions de dinars».

Ry. N.

## PERMIS À POINTS

### Le projet de loi au programme des deux Chambres parlementaires

Le ministre des Transports et des Travaux publics assure que le projet de loi sur le permis à points sera programmé aux deux Chambres du Parlement. Un projet de loi qui, précise-t-il, concerne le permis à points et autres questions.

S'agissant des transports de voyageurs, il affirme que les véhicules qui ne seront pas conformes au nouveau cahier de charges du contrôle technique, «iront à la fourrière». Et d'expliquer que ces bus qui ne répondent pas aux normes exigées constituent un risque d'accident. Des accidents, poursuit-il, qui «coûtent 120 milliards de dinars par an au Trésor public sans oublier les milliers de décès et de blessés qu'ils engendrent».

Ry. N.

Ry. N.